

Ses liens avec les masses se modifient, mais il continue à les organiser et ne se contente pas de les influencer électoralement ; il est de plus en plus impliqué dans la gestion de l'appareil d'Etat bourgeois, mais à la différence de la social-démocratie, il n'a pas été directement associé pendant de longues années à l'exercice du pouvoir gouvernemental ; ses liens avec l'U.R.S.S. changent de fonction et de forme sans se rompre. C'est en quoi le P.C.F. demeure un parti réformiste stalinien, ce qui ne contredit pas, bien au contraire, qu'il soit irréversiblement passé du côté de la collaboration de classe et de l'ordre bourgeois. Il en résulte cependant des contradictions aiguës qui continueront à se tendre au cours du processus de social-démocratisation, à faire paver au P.C. un prix de plus en plus lourd, sans qu'il puisse mettre en œuvre aucune politique de rechange. Le XXI^e Congrès Extraordinaire est, à ce titre, significatif.

Le P.C.F. a répondu aux contradictions inhérentes à sa ligne en haussant le ton et par un raidissement organisationnel ; mais il a confirmé l'essentiel de sa ligne : appel aux P.M.E., au capital national, aux gaullistes, élargissement de l'Union de la gauche à l'Union du peuple de France.

18.

Principal bénéficiaire de la candidature unique de François Mitterrand, le Parti Socialiste poursuit sa remontée électorale et le rééquilibrage en sa faveur des rapports de forces au sein de l'Union de la gauche. Le courant d'adhésion dont il profite depuis le congrès d'Epinay ne se limite plus aux intellectuels salariés et à la périphérie de la classe ouvrière ; il commence, de façon encore limitée, à toucher au cœur de la classe ouvrière, par le biais du ralliement de cadres de la C.F.D.T. Les assises du socialisme d'octobre 1974 visaient notamment à accélérer ce processus. Ce courant d'adhésions a une signification complexe : il embrasse à la fois des positions résolument réformistes et anti-communistes et des positions centristes et anti-staliniennes ; il passe à la droite, mais aussi dans une certaine mesure, à la gauche du P.C.F.

Discreditée par son rôle dans l'avènement de de Gaulle, la vieille S.F.I.O. s'est trouvée, au milieu des années 60, à la croisée des chemins. Ses bases traditionnelles dans un prolétariat des industries en déclin allaient en rétrécissant ; ses notables, ses élus voyaient leurs prérogatives rognées et laminées par l'extension de l'Etat fort. Elle était conduite, soit à rompre ses derniers liens avec la classe ouvrière, au risque de devenir un groupuscule électoral bourgeois, comme l'a bien illustré le sort du parti socialiste italien de Saragat et comme le laissait prévoir la banqueroute électorale de Defferre aux présidentielles de 1969, soit à renouer et renforcer ces liens, en tournant résolument le dos à tout projet de troisième force centriste au profit d'une alliance programmatique avec le P.C.F. C'est ce second choix qu'incarne Mitterrand et c'est le point de départ de sa réussite. Dès 1969, il s'est opposé à l'entreprise présidentielle de Defferre : « Il fallait s'ancrer résolument à gauche... le Parti Communiste est notre allié naturel. Je constate simplement que l'Union de la gauche passe par le P.C. » C'est aussi de cette démarche que procède l'ouverture vers la C.F.D.T. et la relativisation des rapports traditionnels entre le vieil appareil de la S.F.I.O. et la bureaucratie franco-maçonne de F.O.

Il ne s'agit pas d'un choix programmatique, mais d'une nécessité électorale : pour faire le terrain perdu, la social-démocratie n'avait d'autre débouché, d'autre possibilité que de lancer de nouvelles racines dans les diverses couches d'un salariat en plein essor et en plein

renouvellement. Si son orientation dans ce sens lui a permis, dans un premier temps, de recruter surtout dans les couches de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine, polarisées par le prolétariat, c'est en fonction des lignes de moindre résistance de l'appareil stalinien : il ne faudrait pas pour autant faire du P.S. un parti de la petite-bourgeoisie dont on ne sait d'où viendrait l'autonomie et l'homogénéité politique. D'ores et déjà, le nouveau P.S. a reconquis et renforcé ses positions électorales dans la classe ouvrière elle-même, y compris parmi les syndiqués de la C.G.T. Parti ouvrier bourgeois, le P.S. ne peut, dans les conditions de polarisation sociale et politique qui existent en France depuis 1968, envisager le renversement d'alliances sans courir au suicide politique tant que ces conditions persisteront. Il y aura des tensions et des frictions entre P.C. et P.S., mais ni l'un, ni l'autre, n'ont pour l'immédiat de politique de rechange ; ils sont condamnés l'un à l'autre.

19.

En l'absence d'un parti social-démocrate et d'un parti révolutionnaire puissants, la C.F.D.T. a pu aspirer, au lendemain de 1968, des courants de militants radicalisés, centristes ou syndicalistes révolutionnaires ; l'esprit du 35^e Congrès, le thème du socialisme auto-gestionnaire ont assez bien symbolisé cette radicalisation confuse. Aujourd'hui, la direction confédérale d'Edmond Maire tire argument de la renaissance du P.S. pour remettre la C.F.D.T. à sa place dans le sillage de l'Union de la gauche, en insistant sur la division des tâches entre parti et syndicat. Elle tend à ne plus se distinguer de la direction cégétiste que par sa référence au P.S. et son vernis idéologique. Il semble bien que la période d'unité conflictuelle C.G.T.-C.F.D.T. de l'après 1968 s'achève au profit d'une unité bureaucratique inaugurée par l'accord « de grande portée » du 26 juin 1974, véritable accord anti-Lip tourné contre toute forme d'auto-organisation des travailleurs. En revanche, cette orientation de la direction suscite au sein de la C.F.D.T. une opposition de droite (au nom de l'indépendance syndicale) et une opposition de lutte des classes qui sont exprimées dans l'hostilité sourde qu'a rencontrée l'opération des assises.

Dans la C.G.T., les différenciations sont plus lentes. D'autant plus que l'existence d'une perspective politique centrale permet à la direction syndicale une tactique plus souple qu'à l'époque du « syndicalisme responsable ». Ne craignant pas pour l'immédiat de débordement politique important, elle peut accompagner et éponger la combativité ouvrière, à la manière de la bureaucratie syndicale italienne. Cette attitude a été inaugurée par le P.C.F. à l'occasion de son revirement lors des manifestations de la jeunesse contre la loi Debré.

Dans l'immédiat, les différenciations dans la C.G.T. ne prendront pas la forme de courants nationaux, mais davantage d'oppositions locales sur la tactique des luttes et la démocratie syndicale.

20.

Avec les élections présidentielles s'est achevée une période politique : celle de l'après mai 1968. La chute du gaullisme, la décadence du régime, la poussée électorale de la gauche, les restructurations en cours dans le mouvement ouvrier, tracent les premières lignes de la période qui s'ouvre. L'extrême-gauche révolutionnaire qui, à l'exception du P.S.U., a fait irruption en 1968 sur la scène politique, a donc eu six ans pour réfléchir, se consolider, s'aguerrir. Elle doit maintenant s'atteler à d'autres tâches, plus ambitieuses. Les organisations révolutionnaires doivent se montrer capables d'aller